



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZINQ

12, rue Pierre Paul de Riquet
33610 Canéjan

Références : 26-0218
Code AIOT : 0005201071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement ZINQ implanté 12, rue Pierre Paul de Riquet 33610 Canéjan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, a été diligentée dans le cadre de l'opération coup de poing relative aux Produits chimiques menée par la DREAL Nouvelle Aquitaine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ
- 12, rue Pierre Paul de Riquet 33610 Canéjan
- Code AIOT : 0005201071

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ZINQ Bordeaux est spécialisée dans la galvanisation à chaud de pièces métalliques.

La galvanisation à chaud est un procédé qui permet de protéger de la corrosion des pièces en fer ou en acier. Les pièces à traiter sont pour cela plongées dans du zinc liquide (en fusion à 450°C environ). Ainsi le revêtement de zinc recouvre les pièces et protège l'acier électrochimiquement contre la corrosion.

Les installations sont pourvues d'un four alimenté au gaz naturel qui permet d'assurer le chauffage du bain de zinc.

Le site ZINQ Bordeaux (anciennement Galva Sud-Ouest) emploie 23 personnes. Il est appuyé par le groupe ZINQ France, notamment en ce qui concerne le sujet des installations classées.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°14521/4 du 3 novembre 2006, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le 24 octobre 2023, la société ZINQ a remis à la préfecture un dossier de réexamen suite à la parution le 4 novembre 2022 des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives à la transformation des métaux ferreux (FMP), auxquelles il doit se conformer d'ici le 4 novembre 2026. Ce dossier est en cours d'instruction par la DREAL. Un rappel des compléments attendus a été fait suite à la visite afin de pouvoir finaliser cette instruction.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	produits chimiques		
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection, ciblée sur les produits chimiques, n'a pas identifiée de problématique particulière, si ce n'est de veiller à détenir les dernières versions révisées des FDS et d'être vigilant sur les produits de maintenance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits chimiques nécessaires au procédé sont stockés dans le local Chimie et GNR, accessibles par l'extérieur du bâtiment, en façade Nord. Un tableau est affiché à l'extérieur, entre les 2 locaux, listant les produits présents et leur étiquetage, ainsi qu'un rappel des règles d'incompatibilités.</p> <p>Il a été constaté que les FDS sont disponibles en version papier dans le local Chimie et GNR. Par échantillonnage, la FDS du JTECH Flux, révisée le 20 mars 2025, et du Chlorure de Zinc 65%, révisée le 6 décembre 2014, ont été consultées. Il a été noté que plusieurs FDS présentées avaient une date de dernière révision supérieure à 5 ans, jugées obsolètes.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les FDS et leurs éventuelles mises à jour sont transmises par le fournisseur, sans relance de la part de la société. En cas de nouveau produit, un processus de</p>

validation interne, sur la base de la FDS transmise par le fournisseur, est mis en place et la FDS est communiquée à la médecine du travail.

Dans le local de traitement des eaux (STEP), les FDS de l'acide chlorhydrique et de la soude étaient également disponibles.

Par ailleurs, dans le local Maintenance, plusieurs petits contenants de produits variés (dégrippant, peinture, etc) étaient stockés sur une étagère, dans un bac de rétention, ainsi que deux bouteilles d'argon pour le poste à souder. Les FDS de ces produits étaient consultables sur le serveur informatique de la société, sans garantie de leur exhaustivité. La FDS de l'Argon n'a pas pu être présentée.

Il a été noté que la gestion des produits chimiques est menée soit par le groupe pour les produits liés au process, soit directement par le site pour les produits de maintenance.

Il a été expliqué durant l'inspection que les personnes susceptibles d'utiliser ces produits sont le responsable maintenance, le responsable de production ou le directeur du site, disposant d'une formation et ayant accès aux FDS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de détenir de manière exhaustive les FDS des produits présents sur le site, et de procéder à leur mise à jour régulière auprès des fournisseurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Il a été constaté, par échantillonnage, que les produits sont stockés et utilisés dans les conditions recommandées dans les FDS consultées (JTECH Flux et Chlorure de Zinc 65%), notamment les locaux de stockage sont ventilés et maintenus dans la plage de température (hors gel < - < 40°C). Comme évoqué plus tôt, il a été annoncé que les nouveaux produits font l'objet d'une validation interne après examen de leur FDS, notamment sur le volet des risques au regard des mentions de danger, de l'absence de substances CMR, de l'absence de PFAs. L'exploitant a reconnu que les mesures ayant trait aux conditions de stockage ou à la lutte contre l'incendie, par exemple, n'étaient pas analysées en détails au regard des conditions du site d'accueil lors de la validation du produit. Des règles générales de précaution sont appliquées.

Une vigilance sur la prise en compte de l'ensemble des recommandations et précautions listées dans les FDS a été rappelée durant la visite, afin de garantir leur adéquation avec les conditions

du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que, dans les locaux Chimie, GNR et STEP, chaque produit disposait de sa propre rétention adaptée. Un plan des stockages était présent, identifiant l'emplacement de chaque produit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué au point de contrôle précédent, chaque produit dispose de sa propre rétention adaptée. Aucune problématique d'incompatibilité n'a donc été relevée. Les règles d'incompatibilités étaient affichées dans les locaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'état des stocks a été présenté durant l'inspection (inventaire du 28.02.2026). Pour le suivi des produits liés au process, l'exploitant a indiqué que les consommations de produit suivent les consignes établies au regard des analyses des cuves par le laboratoire. Ces dernières sont tracées dans le fichier FZBO_ZINQProcess (présenté durant l'inspection). En parallèle, mensuellement, un inventaire physique des quantités de produits restants est réalisé (vu la fiche terrain de l'inventaire du 30 janvier 2026). Un questionnement a été soulevé au regard de l'état des stocks présenté : le Chlorure de zinc 65% était référencé à 0 kg alors que l'IBC (1000L) vu dans le local Chimie contenait environ un tiers de produit. Les consommations de produit entre le 28 février et le jour de l'inspection, tracées dans le fichier précité, ne permettaient pas justifier ce différentiel de quantité inventoriée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet l'inventaire du mois de mars 2026 à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite